

MONDE

G20 à Cannes. Interview télévisée commune de Barack OBAMA et de Nicolas SARKOZY, enregistrée à Cannes à l'issue du G20 puis diffusée au cours des JT de 20H00 de TF1 et de France 2, ce vendredi soir. Les deux Présidents présenteront le bilan du sommet. Ci-après, en attendant le film, le projet de déclaration commune...

Pas de référendum en Grèce. Annonce du ministre des Finances grec, qui a confirmé le volteface du Premier ministre PAPANDEOU. Evangelos VENIZELOS a téléphoné à Jean-Claude JUNCKER, président de l'Eurogroupe, à Olli REHN, commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, et à Wolfgang SCHÄUBLE, ministre allemand des Finances, pour leur faire part de cette décision. Face à la pression de ses partenaires européens et le désaveu d'une partie de ses ministres, le Premier ministre grec avait en effet déclaré qu'il était prêt à retirer son projet de référendum. Il a assuré que l'enjeu pour la Grèce était de « *mettre en œuvre* » le plan anti-crise européen du 27 octobre (*pour la situation politique grecque, voir la rubrique « Europe »*). Nicolas SARKOZY et Angela MERKEL se sont montrés sévères répétant que la Grèce serait jugée sur ses actes.

L'Italie. Nicolas SARKOZY a redit sa confiance dans la solidité de l'économie italienne, menacée par les crises de la dette et a pris note « *avec intérêt* » des nouvelles mesures anti-crise présentées en marge du G20.

Développer les demandes internes des pays émergents. Ceux qui ont une balance commerciale excédentaire, par exemple la Chine, promettent de faire évoluer leur modèle économique vers « *une croissance tirée par la demande interne, de manière à soutenir la reprise mondiale et la stabilité financière* ».

Plan d'action pour renforcer la croissance. Les grandes puissances disent vouloir assainir leurs finances publiques, adopter des réformes structurelles en faveur de l'emploi et rejeter le protectionnisme commercial.

Plus d'argent pour le FMI. Possible augmentation des ressources vers l'automne 2012.

Pas d'accord sur une taxe sur les transactions financières. Sans surprise. Le Président SARKOZY a pourtant défendu cette taxe « *moralement incontournable* » et « *financièrement indispensable* ». Il a noté « *avec une grande satisfaction les déclarations des présidentes brésilienne et argentine* » qui n'ont « *aucune opposition à la taxe* », mais a rappelé que « *certains pays y sont très opposés* ».

Evasion fiscale. Nouvelle convention visant à renforcer la lutte contre l'évasion fiscale, sous l'égide de l'OCDE. Elle prévoit l'échange automatique de renseignements, des contrôles fiscaux simultanés et multilatéraux ainsi que l'assistance au recouvrement des créances fiscales. Selon l'OCDE, elle prévoit aussi de « *solides garanties* » pour protéger la confidentialité des renseignements échangés.

Baisse du taux directeur de la BCE. C'est une annonce surprise. Le nouveau président de la Banque centrale européenne, Mario DRAGHI, a annoncé la baisse du principal taux directeur à 1,25%. C'est une marche arrière après l'avoir augmenté il y a à peine quelques mois, alors que l'inflation atteignait 3% en zone euro. Soulagement immédiat sur les Bourses européennes.

Mais pas plus d'intervention. Le président de la BCE reprend la politique de son prédécesseur : il a répété qu'il appartenait aux gouvernements de se sortir eux-mêmes de la mauvaise passe dont ils sont responsables en ayant creusé leurs déficits. Ils ne « *doivent pas compter sur une aide extérieure* », mais sur « *leur capacité à se réformer eux-mêmes* ». L'Institut d'émission, qui soutient les économies européennes fragiles en achetant de leur dette, n'augmentera donc pas ses interventions.

Le 195^{ème} membre de l'UNESCO. C'est la Palestine. La Conférence générale de l'Unesco a adopté par 107 voix pour, 14 voix contre et 52 abstentions, une résolution. Jusque là, la Palestine

avait un statut d'observateur. La quasi-totalité des pays arabes ont voté en faveur de l'adhésion à part entière, tandis que le Canada et les Etats-Unis ont voté contre, ainsi que l'Allemagne, la Suède, les Pays-Bas et la Lituanie. Le Royaume-Uni et l'Italie se sont abstenus. La France, la Grèce, la Belgique, l'Autriche et la Finlande ont voté pour. L'adhésion à l'Unesco va permettre aux Palestiniens de présenter la candidature de plusieurs sites au patrimoine mondial de l'Humanité.

Le vote surprise de la France. Les récentes déclarations du porte-parole du Quai d'Orsay laissaient penser que la France s'abstiendrait. Tout en réitérant les réserves quant à la forme, Bernard VALERO a affirmé que « *sur le fond, la France dit oui, la Palestine a le droit de devenir membre de l'Unesco, cette organisation dont la vocation est d'œuvrer à la généralisation d'une culture de la paix au sein de la communauté internationale.* »

Les réactions. Pour Mahmoud ABBAS, « *l'admission de la Palestine à l'Unesco est une victoire du droit, de la justice et de la liberté* ». Pour Israël, qui a immédiatement dénoncé ce vote, il s'agit d'une « *manœuvre palestinienne unilatérale qui ne changera rien sur le terrain mais éloigne davantage la possibilité d'un accord de paix* ». En guise de sanction, le cabinet restreint du Premier ministre israélien a décidé de la construction de 2.000 logements supplémentaires essentiellement à Jérusalem-Est, mais aussi en Cisjordanie et du gel à titre provisoire du transfert de fonds dus à l'Autorité palestinienne. Quant aux Etats-Unis, ils ont souligné le caractère « *prématuré* » de l'admission à part entière d'une agence de l'ONU et ont annoncé la suspension de leur participation financière au budget de l'Unesco. 60 millions de dollars. C'est 22% du budget de l'agence.

La Russie dans l'OMC ? Accord avec la Géorgie, sous médiation suisse, qui ouvre la voie à une adhésion de Moscou à l'Organisation mondiale du commerce, après 18 ans d'attente.

Le « Processus d'Istanbul ». 13 pays (Afghanistan, Chine, Inde, Iran, Kazakhstan, Kirghizstan, Pakistan, Russie, Arabie Saoudite, Tadjikistan, Turquie, Emirats arabes unis et Turkménistan) se sont associés pour aider l'Afghanistan. Un paquet global de mesures de confiance doit mener à une coopération dans de nombreux domaines. La France, les Etats-Unis, l'ONU, et 10 pays, affirment soutenir l'initiative lancée à Istanbul.

EUROPE

Sombre situation politique en Grèce. Vote de confiance déterminant ce vendredi soir pour le gouvernement grec. Selon des sources gouvernementales, le chef du gouvernement socialiste a conclu un accord avec ses ministres par lequel il s'engage à démissionner et à laisser la place à un gouvernement de coalition - à condition d'obtenir la confiance du Parlement, ce qui lui accorderait une sortie honorable. La proposition de référendum sur le plan européen d'aide financière à la Grèce conclu le 27 octobre, après avoir pris par surprise les dirigeants européens et toute la classe politique grecque, s'est finalement retourné contre le Premier ministre, dénoncé par ses partenaires de l'UE. Changeant de position, l'opposition grecque a décidé d'appuyer l'accord conclu avec les Européens si George PAPANDREOU laisse la place à un gouvernement de transition composé de techniciens, chargé de faire adopter le plan européen au Parlement et de préparer des élections législatives anticipées. Une série de défections a réduit la majorité du Parti socialiste (Pasok) à deux sièges (152 sur 300) à la Vouli, le parlement monocaméral, où le vote de confiance est attendu tard dans la soirée.

L'Irlande ferme des succursales. Le gouvernement a annoncé la fermeture, pour des raisons économiques, de ses ambassades au Vatican et en Iran, ainsi que de son bureau de représentation au Timor oriental.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Le Parlement algérien ne vote pas la parité. Vote d'une nouvelle loi électorale, qui interdit notamment le cumul des mandats avec d'autres mandats et certaines fonctions. L'obligation inscrite dans le projet initial d'imposer un quota de 30% de femmes sur les listes électorales a été rejetée. A été également écarté la nécessité de les placer en tête de liste ou de leur accorder un % sur le nombre de sièges remportés. Le texte sera appliqué pour les prochaines législatives de 2012. Il prévoit quand même des taux de représentativité des femmes, en fonction de la taille de la circonscription. La communauté algérienne à l'étranger a droit à un pourcentage de 50%.

Cuanto cuesta la casa ? Après la voiture, la maison. Les Cubains vont pouvoir librement acheter et vendre leur logement, un mois après avoir été autorisés à le faire pour les véhicules.

Et de 6. Au Cameroun, le Président Paul BIYA, 78 ans, au pouvoir depuis 1982, réélu pour la 6^{ème} fois le 9 octobre, a prêté serment.

Bangkok prend l'eau. Après des mois d'inondations historiques qui ravagent toute la Thaïlande, l'eau touche la capitale depuis 1 semaine. Au moins 427 personnes ont été tuées. Le bilan officiel ne compte jusqu'à présent aucun décès à Bangkok, dont 1/5^{ème} est noyé depuis plus d'une semaine, parfois sous plus d'un mètre d'une eau chargée de déchets. Le centre-ville de la mégapole de 12 millions d'habitants garde jusqu'à présent les pieds au sec, protégé par des kilomètres de digues. Mais les autorités ont demandé l'évacuation totale de 8 des 50 districts de la capitale, et l'évacuation partielle dans 4 autres. Selon le Quai d'Orsay, « *les ressortissants français sont invités à la plus grande prudence* ».

SKINNER risque à nouveau sa peau. Le prisonnier américain condamné à mort s'est vu refuser une expertise ADN par la cour texane du comté de Gray. « *La France exprime sa préoccupation* » fait savoir le Quai d'Orsay et « *rappelle son engagement constant en faveur de l'abolition de la peine de mort* ». L'exécution de Hank SKINNER est prévue le 9 novembre. Il avait déjà bénéficié d'un report de son exécution, 40 minutes avant celle-ci.

POLITIQUE INTERIEURE

De la réciprocité... 1^{ère} rupture de l'accord conclu avec François FILLON ? Le Secrétaire général de l'UMP, Jean-François COPE « *constate* » qu'avec le Premier ministre, « *il n'y a jamais de réciprocité* ». Il a expliqué au cours d'un entretien publié par le Nouvel Obs, n'avoir « *aucune raison de désavouer Rachida DATI – Si je devais désavouer toutes les personnes de ma famille politique qui critiquent untel ou untel, je n'aurais pas fini* ». Rachida DATI avait vertement critiqué le Premier ministre qui a annoncé sa candidature dans la même circonscription qu'elle à Paris, l'accusant de choisir cette circonscription par peur de perdre dans la Sarthe. Pour Jean-François COPE, il faut « *régler* » ce problème comme celui « *de la fédération de Paris, le tout sans humilier quiconque et sans désigner de boucs-émissaires* ». Après publication, Jean-François COPE a dénoncé « *la façon* » du journal en ligne, « *fallacieuse et même scandaleuse* » de présenter ses propos.

Coaching et communication... Un rapport de la Cour des Comptes, réalisé à la demande de l'Assemblée nationale, épingle les dépenses de communication, notamment en « *sondages* » et « *coaching* » d'une dizaine de ministères et de Matignon. En cause, l'absence de mise en concurrence ou l'irrégularité des procédures engagées concernant ces dépenses. Il s'agit de contrats, aux montants « *pas toujours facilement mesurables* » passés avec le cabinet de Pierre GIACOMETTI, ancien directeur général d'Ipsos France, qui est également conseiller à l'Élysée. Matignon souligne une différence d'interprétation du code des marchés publics : « *compte-tenu du contexte, nous avons besoin de recourir à la procédure d'urgence* », procédure prévue par les textes. Pour la députée PS Delphine BATHO, « *Au total entre l'Élysée, Matignon, et les seulement 10 ministères contrôlés par la Cour des comptes, le cabinet Giacometti-Péron a touché près de 4 millions d'euros d'argent public* ». Elle demande l'audition de M. GIACOMETTI et du Premier ministre par la Commission des Finances.

L'Alliance centriste vote BAYROU. Le parti présidé par l'ancien ministre et ancien président de la Commission des Finances du Sénat, Jean ARTHUIS, devrait annoncer lors de son prochain comité exécutif, qu'il soutiendra la candidature de François BAYROU à la présidentielle.

Quelle direction mon capitaine ? Selon le président de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale, Jérôme CAHUZAC, « *le projet du PS* », a été élaboré « *avec une perspective de croissance qui, aujourd'hui, est obsolète* ». Il établit aussi une distinction entre le programme du PS, « *ce qu'il faudrait faire* » et « *ce que le candidat François HOLLANDE pourrait faire, quand il sera élu président de la république* », « *ce que la situation économique permettra de faire* ».

Envers et contre tous. Jean-Noël GUERINI, sénateur (PS) et président du conseil général des Bouches-du-Rhône, refuse de quitter ses fonctions après sa mise en examen dans une affaire de marchés publics présumés frauduleux. Il a déclaré qu'il démissionnerait, si tous les élus socialistes déjà condamnés ou mis en examen le faisaient aussi. Le porte-parole du PS, Benoit HAMON, a dit « *regretter* » le refus de M. GUERINI, mais que la direction politique du parti n'avait « *pas le pouvoir* » de l'y obliger. « *On n'est pas en URSS* », a-t-il lancé. M. HAMON a aussi rappelé que M. GUERINI était « *présumé innocent* ».

Aïe. Publication du baromètre annuel du Cevipof sur la confiance politique : 83% des personnes interrogées pensent que les responsables politiques ne se préoccupent pas d'eux, 69% qu'ils sont « *plutôt corrompus* ». 22% des personnes associent même le mot « *politique* » à « *dégout* ». Seuls

13% des sondés font confiance aux partis politiques. Tous les élus sont touchés, même les maires, dont la cote a perdu 11 points en 2 ans (54%). Pourtant, 60% des Français disent s'intéresser à la politique, et 82% ont l'intention de voter à la présidentielle de 2012. La candidate qui apparaît comme la plus proche des préoccupations des électeurs, est Marine LE PEN, avec 35%.

PARLEMENT

Assemblée nationale

La prise en charge (PEC) de la scolarité française à l'étranger sauvée par l'UMP. Les rapporteurs pour avis de la Commission des Affaires étrangères, Geneviève COLOT et François ROCHEBLOINE, ont soutenu le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et européennes, Alain JUPPE, pour avoir préservé les crédits du Quai d'Orsay pour 2012. Mais par ailleurs, M. ROCHEBLOINE (Nouveau Centre), a déposé un amendement de suppression du mécanisme de la PEC pour les lycéens français à l'étranger. Pour lui, la cristallisation étendue et le plafonnement ne sont pas suffisants. Il a donc demandé la suppression du dispositif. « *Si l'amendement est repoussé, je m'abstiendrai* ». Il a reçu le soutien de la gauche et des centristes. Mais l'UMP a voté contre la suppression du mécanisme. Mme COLOT a dénoncé « *quelques idées fausses* » sur les conséquences supposées du dispositif voulu par Nicolas SARKOZY : **voir la rubrique « Français de l'étranger »**.

Sénat

Ecole à 3 ans : le gouvernement oppose l'article 40. Il s'agit d'une disposition constitutionnelle qui permet au gouvernement, sur avis de la Commission des Finances, de refuser l'examen d'une disposition qui alourdit les charges de l'Etat ou diminue ses recettes. La proposition de loi socialiste abaissait l'obligation de scolarité de 6 à 3 ans. Vifs affrontements entre Luc CHATEL, ministre de l'Education, et la nouvelle majorité sénatoriale qui a multiplié les rappels au règlement.

Budget 2012. Le Secrétaire d'Etat chargé des Français de l'étranger, Edouard COURTIAL, sera auditionné par la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées, le 10 novembre.

Nouveau re-venu. Claude LEONARD retrouve le Palais du Luxembourg où il remplace Gérard LONGUET, ministre de la Défense et des Anciens combattants.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Budget Défense pour 2012 : les « victimes » des difficultés budgétaires. Rapport pour avis du député BOUCHERON sur les crédits de la mission. Le budget pour 2012 se monte à 30 milliards d'euros. Le rapporteur observe que seule la Chine augmente encore aujourd'hui ses crédits de Défense de façon significative, soulignant que « *les Etats-Unis baissent, pour la 1^{ère} fois en 30 ans, leur budget (...) toutefois, ils augmentent les dépenses d'investissement et de recherche* ». 3 « *victimes* » du budget français : le retard pris sur le programme de simulation nucléaire, le programme de rénovation de certains modèles de Mirage 2000 et le retard que prendra le projet d'interceptions et d'écoutes depuis l'espace CERES. Le rapporteur regrette particulièrement ce dernier point, soulignant l'importance du renseignement : « *il y a ceux qui savent, et ceux qui dépendent de ceux qui savent* ».

Crédits immobiliers : ils baissent enfin. Premières baisse depuis 9 mois en septembre, d'après la Banque de France. Ils avaient atteint en moyenne 3,55% et sont redescendus à 3,53%. Parallèlement, la progression du crédit immobilier a de nouveau ralenti, pour le 4^{ème} mois d'affilée.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Débat budgétaire 2012 : l'avis de Geneviève COLOT, rapporteur pour avis des crédits de l'Action extérieure de l'Etat. Les idées fausses sur la prise en charge de la scolarité des Français dans les lycées français à l'étranger.

- **Moins d'élèves étrangers dans les établissements français ?** « *Ce n'est pas le cas ; cette part est stable, autour de 60% de l'ensemble des élèves* ».

- **Le désengagement des entreprises** qui auraient cessé d'intégrer les frais de scolarité dans les rémunérations des expatriés ? Selon le « *Cercle Magellan* », dit le rapporteur, seuls 4 groupes (sur 200) « *ont cessé de prendre en charge les frais de scolarité* ». Mme COLOT souligne que ce désengagement « *résultait de problèmes financiers des entreprises* ».

- **Moins d'argent pour financer les bourses ?** « *L'enveloppe qui leur est destinée est passée de 50 millions d'euros à près de 100 millions d'euros entre 2007 et 2012* ».

- **Des lycéens trop chers ?** Un lycéen en France coûte 11.400 euros par an (chiffres de l'Education nationale), contre entre « 4.000 et 4.500 euros en 2010 » pour un lycéen français à l'étranger.

- **Qui en bénéficie ?** « Il faut savoir qu'environ 10% des bénéficiaires potentiels, les plus aisés, ne demandent pas la prise en charge, qu'ils estiment ne pas en avoir besoin ou qu'ils préfèrent rester discrets sur leurs revenus » explique Mme COLOT. « 20% des expatriés reçoivent une prise en charge (...) par leur entreprise (...) et 20% dont des fonctionnaires, dont les majorations familiales prennent en compte les frais de scolarité. Les bénéficiaires de la prise en charge sont ainsi surtout des travailleurs indépendants ou des salariés de PME, qui ne sont pas éligibles aux bourses sur critères sociaux », estime la députée.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Carlos aux assises. C'est son 1^{er} procès pour attentat. En prison depuis 1994, il n'avait jamais été poursuivi pour des actes de terrorisme, mais avait été condamné à la perpétuité par une cour d'assise ordinaire pour le meurtre de 2 policiers. Carlos est aujourd'hui poursuivi pour 4 attentats commis en France en 1982 et 1983, ayant fait 11 morts et une centaine de blessés.

Racisme. Le nombre d'actes islamophobes (115) a augmenté de plus de 20% au cours des 9 premiers mois de 2011, chiffres de l'observatoire du Conseil français du culte musulman, qui craint une progression encore plus forte avant les élections présidentielles.

Mémoire. La maison natale de François MITTERRAND a été vendue à l'Institut François Mitterrand par la ville de Jarnac pour... 1 euro. Le bâtiment du XIX^{ème} siècle, acquis par la ville en 2005 pour 350.000 euros (dont 150.000 euros de subventions). Présidé par Hubert VEDRINE, ancien ministre des Affaires étrangères, l'IFM veut rapatrier une partie des archives à Jarnac, pour en faire « un second centre légitime » de la mémoire de l'ancien président de la République.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

L'Ademe se démène. L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie a piloté un « appel à manifestations d'intérêt » pour développer en France la géothermie. Il s'agit d'une énergie renouvelable qui utilise la chaleur souterraine pour produire du chauffage et de l'électricité. Selon les objectifs du Grenelle de l'Environnement, la géothermie doit être multipliée par 6 dans la production de chaleur et atteindre une puissance de 80 mégawatts.

Charia Hebdo. C'est le titre du journal satirique Charlie Hebdo, qui a publié cette semaine un numéro spécial après les élections en Tunisie. Par représailles, la rédaction du journal a été détruite la veille de la parution par un incendie criminel. Le ministre de l'Intérieur, Claude GUEANT, a dénoncé un « attentat » et n'a pas exclu la piste de musulmans intégristes. L'ensemble du monde de la presse a dénoncé l'incendie. Libération a invité l'équipe de rédaction à s'installer dans ses locaux.

520 jours à l'écart du monde. Les 6 astronautes, Russes et Européens, de Mars-500 sont sortis de leur capsule. Ils simulaient depuis près d'un an et demi un voyage sur Mars, enfermés dans une réplique de vaisseau près de Moscou. Ils ont simulé près de 250 jours de voyage aller – le temps nécessaire pour rejoindre Mars – un mois d'expériences en février sur la planète rouge, et le voyage de retour vers la Terre. Bienvenue à ces volontaires, et notamment au Français Romain CHARLES.

CARNET

Nominations

Philippe VINOGRADOFF, jusqu'alors inspecteur des affaires étrangères, ancien consul général à Miami, est nommé ambassadeur au Salvador.

Louis-Michel MORRIS, ancien directeur général d'UBIFrance, jusqu'alors chef des services économiques à l'étranger ayant compétence sur la zone « Japon et Corée », nommé chef du service économique régional « Brésil ».

Anne LE LORIER, évoquée pour un poste de sous-gouverneur de la Banque de France.

Nicolas BOURRIAUD, co-fondateur du Palais de Tokyo, dirigera l'Ecole nationale des Beaux-arts.

Jérôme PEYRAT, conseiller auprès de la ministre de l'Ecologie, nommé inspecteur général de l'administration du développement durable.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr